



Conseil du développement industriel
Cinquantième session
Vienne, 21-23 novembre 2022

Comité des programmes et des budgets
Trente-huitième session
Vienne, 21 et 22 juin 2022
Point 5 de l'ordre du jour provisoire
**Situation financière de l'ONUDI et question
du solde inutilisé des crédits ouverts**

Situation financière de l'ONUDI

Rapport du Directeur général

Le présent document rend compte de la situation financière de l'ONUDI au
31 mars 2022.

Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Aperçu général	1	2
II. Budget ordinaire et budget opérationnel de l'exercice biennal 2022-2023	2-6	2
III. Nouvelles priorités, gains d'efficacité et recouvrement intégral des coûts	7-10	3
IV. Contributions mises en recouvrement	11-12	3
V. Droit de vote	13-14	4
VI. Plans de paiement pluriannuels	15	5
VII. Arriérés dus par d'anciens États Membres	16	5
VIII. Solde inutilisé des crédits ouverts au 31 décembre 2021	17	6
IX. Mesure à prendre par le Comité	18	7
 Annexe		
État des contributions au budget ordinaire		8

Pour des raisons de durabilité, le présent document n'a pas été imprimé. Les membres des délégations sont priés de bien vouloir apporter leur propre exemplaire aux réunions.



I. Aperçu général

1. La situation financière au 31 mars 2022 pouvait, dans ses grandes lignes, se résumer comme suit :

a) Le montant brut des crédits ouverts au titre du budget ordinaire pour l'année 2022 s'élève à 72,1 millions d'euros. Au 31 mars 2022, le montant brut des dépenses engagées au titre du budget ordinaire s'élevait à 21,7 millions d'euros, soit 30,1 % du budget approuvé pour l'année ;

b) Le montant brut des crédits ouverts au titre du budget opérationnel pour l'année 2022 s'élève à environ 19,9 millions d'euros. Au 31 mars 2022, le montant des dépenses s'établissait à 4,1 millions d'euros, soit 20,7 % du budget approuvé pour l'année ;

c) Le montant des dépenses engagées au titre de la gestion des bâtiments s'élevait à 13,2 millions d'euros, conformément au plan de travail en vigueur ;

d) Le taux de recouvrement des contributions pour l'année 2022 était de 35,2 %, contre 32,4 % en 2021 et 31,9 % en 2020 ;

e) Le taux de recouvrement des arriérés de contributions des années antérieures par rapport aux contributions de l'année en cours était de 3,6 %. Les taux de recouvrement au 31 mars 2021 et au 31 mars 2020 par rapport aux contributions de ces deux années étaient respectivement de 3,3 % et 2,7 % ;

f) Le montant des contributions non acquittées s'élevait à 138,50020 millions d'euros, comme indiqué dans l'annexe au présent document (dont 69,1 millions d'euros dus par les États-Unis d'Amérique et 2,1 millions d'euros par l'ex-Yougoslavie), contre 137,2 millions d'euros et 134,9 millions d'euros à la même période en 2021 et 2020, respectivement ;

g) Le solde du Fonds de roulement s'établissait à 7 423 030 euros. Cependant, un montant de 22 805 euros restait à verser au 31 mars 2022 ;

h) À la fin de mars 2022, le montant consacré aux activités de coopération technique avait atteint 72,0 millions de dollars des États-Unis ; et

i) Un document de séance (PBC.38/CRP.4) sera publié avant l'ouverture de la session pour actualiser les informations relatives à l'état des contributions et à l'exercice du droit de vote.

II. Budget ordinaire et budget opérationnel de l'exercice biennal 2022-2023

A. Budget ordinaire

2. Des crédits d'un montant de 67,8 millions d'euros ont été alloués au début de 2022, et au 31 mars, le montant net des dépenses engagées au titre du budget ordinaire s'élevait à 21,7 millions d'euros, soit 30,1 % du montant brut total des crédits approuvés pour cette année.

B. Budget opérationnel

3. Des crédits d'un montant de 18,4 millions d'euros ont été alloués au début de 2022, et au 31 mars, le montant net des dépenses engagées au titre du budget opérationnel s'élevait à 4,1 millions d'euros, soit 20,7 % du montant brut total des crédits approuvés pour l'année.

4. À la fin de mars 2022, le montant consacré aux activités de coopération technique atteignait 72,0 millions de dollars des États-Unis (engagements de dépenses compris), soit 2,0 millions de dollars de plus qu'en 2021. Les recettes perçues en

remboursement des dépenses d'appui aux programmes s'élevaient à 7,1 millions de dollars des États-Unis au premier semestre de 2022.

C. Gestion des bâtiments

5. Des crédits d'un montant de 24,4 millions d'euros ont été alloués au début de 2022, soit 93,6 % du budget approuvé. Le budget alloué à la gestion des bâtiments est exécuté conformément au plan de travail en vigueur.

6. Au 31 mars 2022, le montant des dépenses engagées s'élevait à 13,2 millions d'euros, soit 50,6 % du montant brut du budget approuvé pour la gestion des bâtiments.

III. Nouvelles priorités, gains d'efficacité et recouvrement intégral des coûts

7. À l'alinéa iii) du paragraphe h) de sa décision GC.19/Dec.16, la Conférence générale a prié le Directeur général « de rendre compte, aux deux prochaines sessions du Comité des programmes et des budgets, des gains d'efficacité et des économies réalisés entre les sessions, étant entendu que la recherche de gains d'efficacité et d'économies [devait] être un souci permanent de la Direction, sans entraver les fonctions essentielles de l'Organisation ».

8. En décembre 2021, l'ONUDI a donné le coup d'envoi d'une opération en faveur des gains d'efficacité, en coopération avec la Division de l'innovation et de la gestion des connaissances du Programme alimentaire mondial. Une équipe de travail interorganisations a été constituée pour recueillir, analyser et quantifier, dans la mesure du possible, les avantages des initiatives et méthodes de travail concrètes qui illustrent la détermination de l'ONUDI à parvenir à cette efficacité. Elle se concentrera sur les initiatives internes et interinstitutions qui ont le plus de retombées en la matière.

9. L'étude devrait être achevée en mai 2022 ; ses conclusions et observations seront communiquées au Comité des programmes et des budgets.

10. Le dispositif du recouvrement intégral des coûts est toujours en vigueur et des cibles ont été définies à cet égard dans le programme et les budgets pour l'exercice biennal 2022-2023. Le recouvrement intégral des coûts n'étant appliqué aux programmes et projets de coopération technique qu'à la fin de chaque trimestre, les chiffres du trimestre qui s'est achevé en mars 2022 ne sont pas encore disponibles au moment de la rédaction du présent document.

IV. Contributions mises en recouvrement

A. Recouvrement

11. Quarante États Membres, dont quatre font partie des pays les moins avancés (PMA), ont acquitté l'intégralité de leurs contributions, et 45 autres, dont 11 font partie des PMA, ont effectué des versements partiels ou bénéficié d'une réduction de leur contribution pour l'année 2022. Le tableau 1 présente les contributions recouvrées pour la période allant de janvier à mars 2022, ventilées par liste d'États.

Tableau 1
Recouvrement des contributions (janvier-mars 2022)

(En millions d'euros)

Liste d'États ^a	Année en cours	Années antérieures	Total
A	5,92	0,62	6,54
B	16,52	0,00	16,52
C	0,14	1,91	2,05
D	2,40	0,00	2,40
Autres	0,00	0,00	0,00
États-Unis d'Amérique	0,00	0,00	0,00
Ex-Yougoslavie	0,00	0,00	0,00
Total	24,98	2,53	27,51

^a Voir document GC.19/23.

B. Contributions non acquittées

12. L'état détaillé des contributions non acquittées au 31 mars 2022 figure à l'annexe du présent document. Le tableau 2 présente les quotes-parts et les contributions non acquittées à cette date, ventilées par liste d'États.

Tableau 2
Quotes-parts et contributions non acquittées au 31 mars 2022

Liste d'États ^a	Quotes-parts (%)	Millions d'euros		Total
		Année en cours	Années antérieures	
A	35,136	19,00	5,26	24,26
B	45,650	15,86	0,00	15,86
C	12,044	8,42	14,09	22,51
D	7,167	2,68	1,98	4,66
Autres	0,003	0,00	0,01	0,01
Total partiel	100	45,96	21,34	67,30
États-Unis d'Amérique		0,00	69,07	69,07
Ex-Yougoslavie		0,00	2,08	2,08
Total	100,000	45,96	92,49	138,45

^a Voir document GC.19/23.

V. Droit de vote

13. Comme indiqué à l'annexe du présent document, 47 États Membres étaient suspendus de l'exercice du droit de vote au 31 mars 2022, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'Article 5 de l'Acte constitutif et de l'alinéa b) de l'article 5.5 du Règlement financier. À titre de comparaison, 41 pays étaient dans ce cas à la même période l'année précédente. Le tableau 3 présente la situation concernant l'exercice du droit de vote dans les différents organes directeurs.

Tableau 3
Suspension de l'exercice du droit de vote au 31 mars 2022

Organe	Nombre d'États Membres		
	2022	2021	2020
Comité des programmes et des budgets	2	3	2
Conférence générale	47	41	39
Conseil du développement industriel	3	3	2

14. Afin de recouvrer leur droit de vote pour le reste de l'année 2022, ces États Membres doivent verser l'intégralité de leurs contributions pour 2019 et les années antérieures, y compris les avances au Fonds de roulement, et effectuer des versements partiels pour 2020, ce qui représente un montant total minimum de 5 815 480 euros.

VI. Plans de paiement pluriannuels

15. Le tableau 4 récapitule l'état actuel de l'exécution des plans de paiement que les États Membres ont conclus en vue du règlement de leurs arriérés de contributions. Le Secrétariat note avec satisfaction et salue les efforts considérables qu'ont déployés tous les États Membres qui ont respecté les engagements et obligations énoncés dans leur plan de paiement. Les autres États Membres ayant des arriérés de contributions sont encouragés à envisager de conclure des plans de paiement afin de réduire leurs arriérés.

Tableau 4
État des plans de paiement au 31 mars 2022

(Montants en euros)

État Membre	Montant total des arriérés faisant l'objet du plan ^a	Montant restant à acquitter au 31 mai 2022	Montants dus en 2022	Durée (années)	Date de la tranche due en 2022 (mois)	Tranche due	Versement effectué en 2022
Arménie	922 604	198 782	58 534	10	Septembre	Septième	Programmé
Kirghizistan	385 087	119 242	119 242	5	Juillet	Quatrième, cinquième	En retard
République dominicaine	839 529	378 013	226 872	5	Juin	Quatrième	Programmé
Venezuela (République bolivarienne du)	3 487 833	5 451 766	5 451 766	5	Mars	Deuxième, troisième, quatrième, cinquième	En retard
Total	5 635 053	6 147 803	5 856 414				

^a Montant total des arriérés au moment de la signature du plan.

VII. Arriérés dus par d'anciens États Membres

16. Le montant des arriérés dus à l'Organisation s'élevait à 69 068 887 euros pour les États-Unis d'Amérique (pour la période 1994-1996) et à 2 081 599 euros pour l'ex-Yougoslavie (pour la période 1990-2001). Le Secrétariat met tout en œuvre pour obtenir le règlement de ces arriérés.

VIII. Solde inutilisé des crédits ouverts au 31 décembre 2021

17. Sur un montant total de 8 688 833 euros à reverser au titre du solde inutilisé des crédits ouverts, il a été renoncé à 1 585 882 euros (18,3 %), qui ont été mis à disposition à diverses fins, comme indiqué dans le tableau suivant. Au total, 21 États Membres ont renoncé volontairement à leur part du solde inutilisé.

Tableau 5
Solde inutilisé des crédits ouverts au 31 décembre 2021

(Montants en euros)

<i>État Membre</i>	<i>Montant auquel il a été renoncé</i>	<i>Affectation</i>
Burkina Faso	615	DDIA III ^a
Finlande	67 192	Contribution à des fins spéciales au FDI ^b
Guinée équatoriale	877	Compte spécial des contributions volontaires pour les activités de base
Hongrie	23 818	À déterminer
Israël	61 899	À déterminer
Italie	553 895	Contribution à des fins spéciales au FDI ^b
Luxembourg	9 432	Compte spécial des contributions volontaires pour les activités de base
Maurice	863	Compte spécial des contributions volontaires pour les activités de base
Maurice	863	Fonds d'équipement
Monaco	719	Compte spécial des contributions volontaires pour les activités de base
Monaco	719	Transition de l'ONUDI vers le PGI ^c SAP
Mozambique	614	Contribution à des fins générales au FDI ^b
Myanmar	877	Contribution à des fins spéciales au FDI ^b
Népal	875	Compte spécial des contributions volontaires pour les activités de base
Norvège	122 516	Prise en compte des questions de genre
Pérou	19 385	Fonds d'affectation spéciale pour les partenariats – PCP ^d pour le Pérou
Pologne	115 000	Contribution à des fins spéciales au FDI ^b
Pologne	5 629	Transition de l'ONUDI vers le PGI ^c SAP
Qatar	37 955	Compte spécial des contributions volontaires pour les activités de base
République de Corée	292 755	Contribution à des fins spéciales au FDI ^b
Slovénie	12 226	Contribution à des fins spéciales au FDI ^b
Suisse	82 933	Compte spécial des contributions volontaires pour les activités de base
Suisse	82 933	Fonds d'équipement
Tchéquie	49 761	Contribution à des fins spéciales au FDI ^b
Thaïlande	41 532	Contribution à des fins spéciales au FDI ^b
Total	1 585 882	

^a Troisième Décennie du développement industriel de l'Afrique.

^b Fonds de développement industriel.

^c Progiciel de gestion intégré.

^d Programme de partenariat pays.

IX. Mesure à prendre par le Comité

18. Le Comité est invité à recommander au Conseil d'adopter le projet de décision suivant :

« Le Conseil du développement industriel :

- a) Prend note des informations figurant dans le document PBC.38/4 ;
- b) Prie instamment les États Membres actuels et anciens qui n'ont pas encore réglé leurs contributions, y compris les avances au Fonds de roulement et les arriérés d'années antérieures, de le faire sans retard ;
- c) Prie le Directeur général de poursuivre ses efforts, ainsi que ses échanges avec les États Membres actuels et anciens, afin d'assurer le recouvrement des arriérés. »

Annexe

État des contributions au budget ordinaire

(En euros)

Au 31 mars 2022

<i>État Membre</i>	<i>Contributions non acquittées</i>	<i>Avances non versées au Fonds de roulement</i>	<i>Montant total dû</i>	<i>Années (depuis)</i>	<i>Droit de vote^a</i>	<i>Montant minimum à verser pour recouvrer le droit de vote</i>
Afghanistan	6 224	0	6 224	2022P	Oui	0
Afrique du Sud	0	0	0	–	Oui	0
Albanie	8 083	0	8 083	2022P	Oui	0
Algérie	137 715	0	137 715	2022P	Oui	0
Allemagne	3 554 918	0	3 554 918	2022P	Oui	0
Angola	6 216	0	6 216	2022P	Oui	0
Antigua-et-Barbuda	7 663	223	7 886	2019P	Non	1 520
Arabie saoudite	0	0	0	–	Oui	0
Argentine	2 463 286	0	2 463 286	2020P	Oui	0
Arménie	198 782	0	198 782	1998P	Oui	Plan de paiement
Autriche	0	0	0	–	Oui	0
Azerbaïdjan	0	0	0	–	Oui	0
Bahamas	39 883	0	39 883	2021P	Oui	0
Bahreïn	51 897	0	51 897	2022P	Oui	0
Bangladesh	6 213	0	6 213	2022P	Oui	0
Barbade	7 463	0	7 463	2022P	Oui	0
Bélarus	0	0	0	–	Oui	0
Belize	6 128	0	6 128	2014P	Non	4 180
Bénin	9 414	0	9 414	2020P	Oui	0
Bhoutan	0	0	0	–	Oui	0
Bolivie (État plurinational de)	50 145	0	50 145	2020P	Oui	0
Bosnie-Herzégovine	0	0	0	–	Oui	0
Botswana	0	0	0	–	Oui	0
Brésil	8 543 885	0	8 543 885	2020P	Oui	0
Bulgarie	0	0	0	–	Oui	0
Burkina Faso	0	0	0	–	Oui	0
Burundi	52 943	0	52 943	1995P	Non	51 000
Cabo Verde	2 303	0	2 303	2019P	Non	360
Cambodge	6 477	0	6 477	2022P	Oui	0
Cameroun	102 509	114	102 623	2015P	Non	58 710
Chili	1 756 907	0	1 756 907	2019P	Non	351 050
Chine	14 015 398	0	14 015 398	2022	Oui	0
Chypre	35 097	0	35 097	2022P	Oui	0
Colombie	290 638	0	290 638	2022P	Oui	0
Comores	148 366	7	148 373	1986	Non	146 430
Congo	61 488	8	61 496	2012P	Non	40 670
Costa Rica	198 112	0	198 112	2020P	Oui	0
Côte d'Ivoire	28 060	0	28 060	2021P	Oui	0
Croatie	0	0	0	–	Oui	0

<i>État Membre</i>	<i>Contributions non acquittées</i>	<i>Avances non versées au Fonds de roulement</i>	<i>Montant total dû</i>	<i>Années (depuis)</i>	<i>Droit de vote^a</i>	<i>Montant minimum à verser pour recouvrer le droit de vote</i>
Cuba	333 811	0	333 811	2019P	Non	56 960
Djibouti	600	0	600	2022P	Oui	0
Dominique	12 272	0	12 272	2006P	Non	10 330
Égypte	0	0	0	–	Oui	0
El Salvador	534 746	1 332	536 078	1988	Non	494 260
Émirats arabes unis	719 211	0	719 211	2022	Oui	0
Équateur	82 153	0	82 153	2022P	Oui	0
Érythrée	600	0	600	2022P	Oui	0
Espagne	0	0	0	–	Oui	0
Eswatini	0	0	0	–	Oui	0
État de Palestine	9 221	0	9 221	2022	Oui	0
Éthiopie	13 101	0	13 101	2021P	Oui	0
Fédération de Russie	2 359 280	0	2 359 280	2022P	Oui	0
Fidji	6 747	0	6 747	2021P	Oui	0
Finlande	0	0	0	–	Oui	0
Gabon	142 506	0	142 506	2015P	Non	90 200
Gambie	0	0	0	–	Oui	0
Géorgie	1 701 181	668	1 701 849	1992P	Non	1 674 720
Ghana	84 717	0	84 717	2018P	Non	32 410
Grenade	22 783	0	22 783	1999P	Non	20 840
Guatemala	38 041	0	38 041	2022P	Oui	0
Guinée	21 350	94	21 444	2012P	Non	11 110
Guinée équatoriale	77 215	0	77 215	2011P	Non	56 380
Guinée-Bissau	130 497	7	130 504	1988	Non	128 560
Guyana	1 854	0	1 854	2022P	Oui	0
Haïti	3 097	0	3 097	2022P	Oui	0
Honduras	102 806	82	102 888	2011P	Non	71 570
Hongrie	0	0	0	–	Oui	0
Îles Marshall	603	0	603	2022P	Oui	0
Inde	868 673	0	868 673	2022P	Oui	0
Indonésie	562 919	0	562 919	2022P	Oui	0
Iran (République islamique d')	1 830 370	0	1 830 370	2019P	Non	455 990
Iraq	721 466	0	721 466	2018P	Non	276 730
Irlande	0	0	0	–	Oui	0
Israël	0	0	0	–	Oui	0
Italie	3 860 619	0	3 860 619	2022	Oui	0
Jamaïque	54 117	0	54 117	2017P	Non	26 990
Japon	8 412 550	0	8 412 550	2022P	Oui	0
Jordanie	0	0	0	–	Oui	0
Kazakhstan	0	0	0	–	Oui	0
Kenya	21 565	0	21 565	2022P	Oui	0
Kirghizistan	119 242	0	119 242	1997P	Non	Plan de paiement
Kiribati	2 016	0	2 016	2020	Oui	0
Koweït	250 565	0	250 565	2022P	Oui	0
Lesotho	4 363	0	4 363	2016P	Non	2 420
Liban	98 494	0	98 494	2021P	Oui	0

<i>État Membre</i>	<i>Contributions non acquittées</i>	<i>Avances non versées au Fonds de roulement</i>	<i>Montant total dû</i>	<i>Années (depuis)</i>	<i>Droit de vote^a</i>	<i>Montant minimum à verser pour recouvrer le droit de vote</i>
Libéria	1 405	0	1 405	2021P	Oui	0
Libye	198 979	0	198 979	2019P	Non	96 300
Luxembourg	0	0	0	–	Oui	0
Macédoine du Nord	105 485	0	105 485	2009P	Non	80 460
Madagascar	17 217	0	17 217	2019P	Non	2 680
Malaisie	351 970	0	351 970	2022P	Oui	0
Malawi	18 373	0	18 373	2014P	Non	12 230
Maldives	23 392	307	23 699	2011P	Non	9 160
Mali	1 843	0	1 843	2022P	Oui	0
Malte	0	0	0	–	Oui	0
Maroc	0	0	0	–	Oui	0
Maurice	12 767	0	12 767	2022	Oui	0
Mauritanie	0	0	0	–	Oui	0
Mexique	1 508 641	0	1 508 641	2022	Oui	0
Micronésie (États fédérés de)	2 291	0	2 291	2019P	Non	350
Monaco	0	0	0	–	Oui	0
Mongolie	0	0	0	–	Oui	0
Monténégro	4 369	0	4 369	2022P	Oui	0
Mozambique	4 965	0	4 965	2022	Oui	0
Myanmar	13 984	0	13 984	2021P	Oui	0
Namibie	28 388	0	28 388	2020P	Oui	0
Népal	7 093	0	7 093	2022	Oui	0
Nicaragua	10 586	0	10 586	2021P	Oui	0
Niger	67 706	0	67 706	1995P	Non	61 560
Nigéria	819 687	0	819 687	2020P	Oui	0
Norvège	0	0	0	–	Oui	0
Oman	117 900	0	117 900	2022P	Oui	0
Ouganda	71 505	0	71 505	2012P	Non	50 670
Ouzbékistan	531 965	0	531 965	1999P	Non	420 900
Pakistan	136 449	0	136 449	2021P	Oui	0
Panama	0	0	0	–	Oui	0
Papouasie-Nouvelle-Guinée	96 562	709	97 271	2003P	Non	63 850
Paraguay	16 525	0	16 525	2022P	Oui	0
Pays-Bas	0	0	0	–	Oui	0
Pérou	257 690	0	257 690	2021P	Oui	0
Philippines	215 594	0	215 594	2022P	Oui	0
Pologne	0	0	0	–	Oui	0
Qatar	0	0	0	–	Oui	0
République arabe syrienne	7 982	0	7 982	2022P	Oui	0
République centrafricaine	125 187	7	125 194	1989	Non	123 250
République de Corée	0	0	0	–	Oui	0
République de Moldova	0	0	0	–	Oui	0
République démocratique du Congo	204 016	445	204 461	1989P	Non	183 630
République démocratique populaire lao	5 233	0	5 233	2022P	Oui	0

<i>État Membre</i>	<i>Contributions non acquittées</i>	<i>Avances non versées au Fonds de roulement</i>	<i>Montant total dû</i>	<i>Années (depuis)</i>	<i>Droit de vote^a</i>	<i>Montant minimum à verser pour recouvrer le droit de vote</i>
République dominicaine	378 013	0	378 013	2016P	Oui	Plan de paiement
République populaire démocratique de Corée	6 243	0	6 243	2022P	Oui	0
République-Unie de Tanzanie	13 109	0	13 109	2021P	Oui	0
Roumanie	204 574	0	204 574	2022P	Oui	0
Rwanda	11 673	0	11 673	2019P	Non	1 340
Sainte-Lucie	1 239	0	1 239	2021P	Oui	0
Saint-Kitts-et-Nevis	1 284	0	1 284	2021P	Oui	0
Saint-Vincent-et-les Grenadines	124 657	7	124 664	1989P	Non	122 720
Samoa	612	0	612	2022P	Oui	0
Sao Tomé-et-Principe	148 366	7	148 373	1986	Non	146 430
Sénégal	13 627	0	13 627	2021P	Oui	0
Serbie	28 096	0	28 096	2022P	Oui	0
Seychelles	3 988	0	3 988	2021P	Oui	0
Sierra Leone	5 074	0	5 074	2015P	Non	3 130
Slovénie	0	0	0	–	Oui	0
Somalie	148 365	7	148 372	1986	Non	146 430
Soudan	19 585	0	19 585	2020P	Oui	0
Sri Lanka	46 406	0	46 406	2022P	Oui	0
Suède	0	0	0	–	Oui	0
Suisse	0	0	0	–	Oui	0
Suriname	52 262	0	52 262	2013P	Non	35 630
Tadjikistan	0	0	0	–	Oui	0
Tchad	138 839	446	139 285	1991	Non	124 750
Tchéquie	0	0	0	–	Oui	0
Thaïlande	18 232	0	18 232	2022P	Oui	0
Timor-Leste	1 704	0	1 704	2022P	Oui	0
Togo	2 019	0	2 019	2022P	Oui	0
Tonga	1 920	0	1 920	2020P	Oui	0
Trinité-et-Tobago	87 257	0	87 257	2021P	Oui	0
Tunisie	31 202	0	31 202	2021P	Oui	0
Turkménistan	34 390	0	34 390	2022P	Oui	0
Turquie	0	0	0	–	Oui	0
Tuvalu	8 440	148	8 588	2011P	Non	6 640
Ukraine	48 561	0	48 561	2022P	Oui	0
Uruguay	82 548	0	82 548	2022P	Oui	0
Vanuatu	710	0	710	2022P	Oui	0
Venezuela (République bolivarienne du)	5 433 579	18 187	5 451 766	2015P	Non	Plan de paiement
Viet Nam	80 893	0	80 893	2022P	Oui	0
Yémen	75 953	0	75 953	2012P	Non	55 120
Zambie	25 689	0	25 689	2019P	Non	4 860
Zimbabwe	15 695	0	15 695	2020P	Oui	0
Total partiel	67 282 118	22 805	67 304 923			5 815 480
Ex-Yougoslavie ^b	2 081 599		2 081 599	1990(P)-2001		

**IDB.50/4-
PBC.38/4**

<i>État Membre</i>	<i>Contributions non acquittées</i>	<i>Avances non versées au Fonds de roulement</i>	<i>Montant total dû</i>	<i>Années (depuis)</i>	<i>Droit de vote^a</i>	<i>Montant minimum à verser pour recouvrer le droit de vote</i>
État non membre :						
États-Unis d'Amérique ^c	69 068 887		69 068 887	1994(P)-1996		
TOTAL	138 432 604	22 805	138 455 409			5 815 480

Notes :

(P) = versement partiel.

^a Conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'Article 5 de l'Acte constitutif de l'ONUDI, l'exercice du droit de vote de 47 États Membres a été suspendu.

^b Question du paiement des contributions non acquittées en attente de règlement (résolution [63/249](#) de l'Assemblée générale).

^c État Membre de l'ONUDI jusqu'au 31 décembre 1996.